

NOTE DE SERVICE

N° 01-124-V1 du 7 décembre 2001

NOR : BUD R 01 00124 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX -ANNÉE 2001-

ANALYSE

Répartition pour l'année 2001 du contingent des autorisations spéciales d'absence
et des décharges d'activité de service

Date d'application : 30/11/2001

MOTS-CLÉS

GESTION DU PERSONNEL ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
DROIT SYNDICAL ; AUTORISATION D'ABSENCE ; DÉCHARGE DE SERVICE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Note de Service n° 00-069-V1 du 10 juillet 2000

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	PGA	SR			

DIFFUSION

GT 102

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

2^{ème} Sous-direction - Bureau 2A

SOMMAIRE

1. RÉPARTITION DES DROITS SYNDICAUX CONTINGENTÉS.....	3
1.1. Autorisations spéciales d'absence.....	3
1.2. Décharges d'activité de service.....	3
2. GESTION DES DROITS SYNDICAUX CONTINGENTÉS	3
2.1. Décompte des droits syndicaux.....	3
2.2. Cumul des droits syndicaux	4
2.3. Rémunérations des bénéficiaires de décharges partielles d'activité de service	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE. Répartition par département des contingents d'autorisations spéciales d'absence pouvant être accordées au titre de l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982. Ces dotations sont exprimées en <i>demi-journées</i> , cette durée constituant la forme d'utilisation minimale.....	5
ANNEXE N° 2 : DECHARGES D'ACTIVITE DE SERVICE. Répartition par département des contingents de décharges d'activité de service pouvant être accordées au titre de l'article 16 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982. Ces dotations sont exprimées en <i>demi-journées</i> , cette durée constituant la forme d'utilisation minimale.....	9

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux voudront bien trouver ci-joint en annexe l'état fixant la répartition par département pour l'année 2001 des contingents d'autorisations spéciales d'absence et de décharges d'activité de service alloués à chacune des organisations syndicales nationales en fonction de leur représentativité.

Ils sont appelés à accorder ces facilités en vertu des dispositions des articles 14 et 16 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.

1. RÉPARTITION DES DROITS SYNDICAUX CONTINGENTÉS

1.1. AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

Sont imputées sur le contingent de l'article 14 du décret précité les autorisations spéciales d'absence consenties pour les congrès et réunions des organes directeurs :

- des structures régionales des fédérations et des syndicats nationaux ;
- des sections départementales de fédérations et de syndicats nationaux ;
- des syndicats départementaux et de leurs sections ;
- des sections d'unions de syndicats ;
- des unions locales ;

et pour les congrès des unions départementales et régionales.

Il est précisé que la participation aux assemblées générales annuelles des sections départementales des syndicats nationaux donne lieu à des autorisations d'absence qui, dans la limite d'une journée par an et par agent, ne sont pas décomptées sur le contingent.

En outre, en raison du caractère catégoriel que revêt le Syndicat National des Cadres du Trésor CGC, les autorisations spéciales d'absence allouées par cette organisation à ses sections départementales ne pourront être utilisées que par des agents appartenant à la catégorie A.

1.2. DÉCHARGES D'ACTIVITÉ DE SERVICE

Il est rappelé que les décharges totales d'activité de service ne peuvent être accordées que par la Direction Générale et ne sont pas comprises dans les contingents départementaux.

2. GESTION DES DROITS SYNDICAUX CONTINGENTÉS

2.1. DÉCOMPTE DES DROITS SYNDICAUX

Les droits syndicaux qui sont portés sur les tableaux en annexe sont exprimés en *demi-journées*, cette durée constituant la forme d'utilisation minimale.

Il est précisé que, compte tenu de leur nature, les contingents d'autorisations spéciales d'absence et de décharges d'activité de service doivent se gérer distinctement et que, par conséquent, tout transfert entre ces deux types de dotations est impossible.

L'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux est appelée sur la nécessité de veiller à ce que les organisations syndicales sollicitent les autorisations d'absence et les décharges de service dans les conditions prévues par la réglementation. Ils devront également être en mesure de tenir une comptabilité précise des droits effectivement consentis à ces organisations, qui ne devront, en aucun cas, dépasser l'enveloppe fixée.

Les autorisations d'absence et les décharges d'activité de service consenties depuis le 1er janvier 2001 doivent être décomptées du contingent départemental de chaque syndicat concerné.

Les contingents d'autorisations spéciales d'absence et de décharges d'activité de service pourront faire l'objet d'une réactualisation en cours d'année à l'initiative des organisations syndicales. Ces modifications éventuelles seront portées à la connaissance des Trésoriers-Payeurs Généraux par la Direction Générale.

2.2. CUMUL DES DROITS SYNDICAUX

Le cumul des différentes facilités (décharges d'activité de service de l'article 16 du décret n° 82-447 précité et autorisations spéciales d'absence des articles 13 et 14 du décret n° 82-447 précité) susceptibles d'être accordées à un agent qui ne bénéficie pas d'une décharge totale d'activité de service en vue de l'exercice d'un mandat syndical ne pourra excéder 50 % de son temps total d'activité (fonctions administratives et fonctions syndicales) que dans l'hypothèse où ce cumul serait compatible avec les nécessités de service.

La période qui sert de référence à l'appréciation de la charge de service des agents concernés pourra être portée à un mois, en fonction des impératifs des mandats syndicaux exercés.

Il est précisé que, d'une manière générale, seules les demi-journées consacrées à l'exercice du mandat syndical au titre des décharges d'activité de service donnent lieu à un allègement proportionnel des obligations de service. Toutefois, cet allègement accompagnera également les autorisations spéciales d'absence lorsque le cumul des autorisations d'absence et des décharges partielles d'activité de service atteindra 50 % des obligations de service de l'agent concerné.

2.3. RÉMUNÉRATIONS DES BÉNÉFICIAIRES DE DÉCHARGES PARTIELLES D'ACTIVITÉ DE SERVICE

Les agents bénéficiaires d'une décharge partielle d'activité de service pour l'exercice d'une activité syndicale se voient appliquer le régime de rémunération suivant :

- Régime de rémunération calqué sur celui des personnels exerçant leurs fonctions en administration centrale pour les agents mis à disposition au niveau central;
- Régime de rémunération alloué aux personnels des services déconcentrés du Trésor pour les agents mis à disposition au niveau local.

L'ensemble de ces rémunérations est versé par les soins du Trésorier-Payeur Général auprès duquel les agents concernés sont affectés pour ordre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique,
LA SOUS-DIRECTRICE, CHARGÉE DE LA 2^{ÈME} SOUS-DIRECTION,

NATHALIE MORIN

ANNEXE N° 1 : AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE.

Répartition par département des contingents d'autorisations spéciales d'absence pouvant être accordées au titre de l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982. Ces dotations sont exprimées en *demi-journées*, cette durée constituant la forme d'utilisation minimale.

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Ain	120	-	100	10	-	-	-	-	-	230
Aisne	80	60	-	15	-	-	-	-	-	155
Allier	90	10	-	-	-	-	-	-	-	100
Alpes de Hte-Provence	-	45	15	20	-	-	-	-	-	80
Hautes-Alpes	120	50	-	-	-	-	-	-	-	170
Alpes-Maritimes	150	80	150	80	-	50	-	-	-	510
Ardèche	120	60	30	10	-	-	-	-	-	220
Ardennes	120	140	-	-	-	-	-	-	-	260
Ariège	35	-	30	-	-	-	-	-	-	65
Aube	-	35	-	10	-	-	-	-	-	45
Aude	40	15	5	10	20	20	-	-	-	110
Aveyron	150	18	10	-	-	-	-	-	-	178
Bouches-du-Rhône	650	90	200	10	-	100	-	-	80	1130
Calvados	120	140	-	-	-	-	30	-	-	290
Cantal	30	-	30	-	-	50	-	-	-	110
Charente	140	45	-	10	-	-	-	-	-	195
Charente-Maritime	140	145	10	10	-	-	-	-	40	345
Cher	90	30	10	-	-	-	-	-	-	130
Corrèze	40	25	20	-	-	-	-	14	-	99
Corse-du-Sud	120	-	10	-	-	-	-	-	-	130
Haute-Corse	80	-	60	-	-	-	-	-	-	140
Côte d'Or	30	50	50	40	-	-	-	-	-	170
Côtes d'Armor	50	75	100	-	-	-	-	-	-	225
Creuse	20	-	20	-	-	-	-	-	-	40
Dordogne	100	35	120	-	-	-	-	-	-	255
Doubs	35	70	-	10	-	100	-	-	-	215
Drôme	100	63	40	20	-	-	-	-	-	223
Eure	100	5	20	10	-	-	-	-	-	135
Eure-et-Loir	120	20	-	5	-	-	30	-	-	175
Finistère	150	140	150	10	-	-	-	-	-	450
Gard	60	10	50	5	-	100	-	-	-	225
Haute-Garonne	200	-	300	100	-	50	-	-	-	650

ANNEXE N° 1 (suite)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Gers	100	60	40	-	-	-	-	-	-	200
Gironde	300	160	220	-	-	-	-	-	40	720
Hérault	150	50	150	92	-	-	-	-	-	442
Ille-et-Vilaine	100	115	100	-	-	-	-	-	-	315
Indre	40	-	-	4	-	-	-	-	-	44
Indre-et-Loire	80	6	160	10	-	-	-	-	-	256
Isère	80	130	200	100	-	-	-	-	-	510
Jura	150	40	-	-	-	-	-	-	-	190
Landes	60	24	10	-	-	-	-	-	-	94
Loir-et-Cher	40	13	10	-	-	-	-	-	-	63
Loire	70	110	140	10	-	-	-	-	-	330
Haute-Loire	120	10	-	-	-	-	-	-	-	130
Loire-Atlantique	60	210	80	-	-	-	-	-	-	350
Loiret	70	60	15	100	-	-	-	-	-	245
Lot	40	20	20	-	-	-	-	-	-	80
Lot-Garonne	50	30	40	-	-	-	-	-	-	120
Lozère	50	-	-	-	-	-	-	-	-	50
Maine-et-Loire	170	90	90	30	-	-	-	-	-	380
Manche	50	80	-	-	-	-	-	-	-	130
Marne	40	100	30	10	-	-	-	-	-	180
Haute-Marne	35	100	-	-	-	-	-	-	-	135
Mayenne	120	10	25	-	-	-	-	-	-	155
Meurthe-et-Moselle	100	70	20	-	-	-	-	-	-	190
Meuse	60	10	-	-	-	-	-	-	-	70
Morbihan	70	130	10	-	-	-	-	-	-	210
Moselle	250	110	100	10	-	50	-	-	-	520
Nièvre	25	30	30	10	-	-	30	10	-	135
Nord	450	190	460	30	-	20	200	-	-	1350
Oise	200	16	75	70	-	-	-	-	-	361
Orne	35	50	-	6	-	-	-	-	-	91
Pas de Calais	250	140	25	40	-	-	-	-	-	455
Puy de Dôme	120	65	200	40	-	-	-	-	-	425
Pyénées Atlant.	120	50	70	-	-	-	-	-	-	240
Hautes Pyrénées	80	10	30	-	-	-	-	-	-	120

ANNEXE N° 1 (suite)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Pyrénées Orient.	200	45	-	-	-	188	-	-	-	433
Bas-Rhin	190	150	10	80	-	-	-	-	-	430
Haut-Rhin	100	120	-	10	-	-	-	-	-	230
Rhône	130	240	90	30	-	50	30	-	-	570
Haute-Saône	40	30	-	20	-	-	-	-	-	90
Saône et Loire	80	10	25	-	-	-	-	-	-	115
Sarthe	100	80	15	-	-	-	-	-	-	195
Savoie	120	65	50	20	-	-	-	-	-	255
Haute-Savoie	50	40	60	10	-	-	-	-	-	160
R.G. Finances	550	112	100	370	34	50	50	10	80	1356
Paierie Générale	350	160	85	30	-	75	-	-	-	700
T.G.A.P.	120	20	80	20	-	-	-	-	-	240
Seine maritime	200	50	40	30	-	-	-	-	-	320
Seine et Marne	100	10	30	10	-	-	-	-	40	190
Yvelines	140	110	80	-	30	-	30	-	-	390
Deux-Sèvres	100	74	15	-	-	-	-	-	-	189
Somme	60	-	-	-	-	200	30	-	-	290
Tarn	80	60	20	-	-	-	-	-	-	160
Tarn-et-Garonne	135	15	-	-	-	50	-	-	-	200
Var	200	75	80	300	-	-	-	-	-	655
Vaucluse	80	20	70	-	-	-	-	-	-	170
Vendée	100	25	20	10	-	-	-	-	-	155
Vienne	95	76	110	5	-	-	-	-	-	261
Haute-Vienne	100	80	30	-	-	-	-	-	-	210
Vosges	120	40	-	-	-	-	-	-	-	160
Yonne	30	15	10	-	-	-	-	-	-	55
Terr. de Belfort	30	50	-	5	-	-	-	-	-	85
Essonne	65	10	90	5	-	-	-	-	-	170
Hauts-de-Seine	100	40	80	20	-	-	-	-	-	240
Seine-St-Denis	80	80	80	40	30	-	-	-	-	310
Val-de-Marne	200	10	190	10	-	-	-	-	-	410
Val d'Oise	80	20	30	2	-	-	30	-	-	162
Guadeloupe	130	35	40	-	-	-	-	-	-	205
Guyane	120	25	-	-	-	-	-	-	-	145

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Martinique	160	95	10	-	-	-	-	-	-	265
Réunion	130	120	120	-	-	-	-	-	-	370
TG Coopération	50	3	-	-	-	-	-	-	-	53
TG Etranger	30	30	-	-	-	-	-	-	-	60
Redevance	200	235	150	10	40	-	-	-	-	635
Nouvelle Calédonie	40	-	-	-	-	-	-	-	-	40
Polynésie Française	60	-	-	-	-	-	-	-	-	60
PG Algérie	30	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Trésorerie Etats Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
St-Pierre et Miquelon	-	25	-	-	-	-	-	-	-	25
Mayotte	30	-	-	-	-	-	-	-	-	30
ACCT/ CP	-	-	10	-	-	-	-	-	-	10
Grande Bretagne	10	-	-	-	-	-	-	-	-	10

ANNEXE N° 2 : DECHARGES D'ACTIVITE DE SERVICE.

Répartition par département des contingents de décharges d'activité de service pouvant être accordées au titre de l'article 16 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982. Ces dotations sont exprimées en *demi-journées*, cette durée constituant la forme d'utilisation minimale.

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Ain	100	-	180	10	-	-	-	-	-	290
Aisne	100	94	10	20	-	-	-	-	-	224
Allier	60	20	10	-	-	-	-	-	-	90
Alpes de Hte-Provence	-	29	15	40	-	-	15	-	-	99
Hautes-Alpes	60	53	-	5	-	-	-	-	-	118
Alpes-maritimes	260	89	200	40	-	150	-	-	-	739
Ardèche	85	50	30	10	-	-	-	-	-	160
Ardennes	40	-	-	-	-	-	-	-	-	40
Ariège	30	-	20	10	-	-	-	-	-	60
Aube	-	56	-	30	-	-	-	-	-	86
Aude	20	4	-	10	-	100	-	-	-	134
Aveyron	20	30	10	10	-	-	-	-	-	70
Bouches-du-Rhône	320	160	700	10	-	100	-	10	60	1360
Calvados	100	10	10	-	-	100	20	-	-	240
Cantal	15	-	40	-	-	100	-	-	-	155
Charente	35	51	-	10	-	-	-	-	-	96
Charente-Maritime	150	117	20	10	-	-	-	-	20	317
Cher	60	55	20	10	-	-	-	-	-	145
Corrèze	20	10	10	-	-	-	20	100	-	160
Corse-du-Sud	215	-	10	-	-	-	-	-	-	225
Haute-Corse	100	-	200	-	-	-	-	-	-	300
Côte d'Or	10	73	30	40	-	-	-	-	-	153
Côtes d'Armor	100	76	250	10	-	-	-	-	-	436
Creuse	20	-	65	-	-	-	-	-	-	85
Dordogne	250	25	50	10	-	-	-	-	-	335
Doubs	25	20	-	10	-	200	-	-	-	255
Drôme	60	80	40	10	-	-	-	-	-	190
Eure	60	-	10	10	-	-	-	-	-	80
Eure-et-Loir	120	-	-	10	-	-	20	-	-	150
Finistère	80	70	70	10	-	-	15	-	-	245
Gard	70	-	20	10	-	200	-	-	-	300
Haute-Garonne	420	-	300	246	-	300	-	-	-	1266

ANNEXE N° 2 (suite)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Gers	60	48	30	-	-	-	-	-	-	138
Gironde	250	229	170	10	-	-	-	-	30	689
Hérault	350	75	200	230	-	-	-	-	-	855
Ille-et-Vilaine	250	50	120	10	-	-	-	-	-	430
Indre	20	-	-	10	-	-	-	-	-	30
Indre-et-Loire	110	2	150	25	-	-	-	-	-	287
Isère	310	174	500	60	-	-	-	-	-	1044
Jura	30	25	-	-	-	50	-	-	-	105
Landes	20	36	20	10	-	-	-	-	-	86
Loir-et-Cher	15	10	10	10	-	-	-	-	-	45
Loire	40	180	120	15	-	-	-	-	-	355
Haute-Loire	80	-	-	10	-	-	-	-	-	90
Loire-Atlantique	300	370	60	10	-	100	-	-	-	840
Loiret	20	50	20	70	-	-	-	-	-	160
Lot	25	20	30	10	-	20	-	-	-	105
Lot-Garonne	70	40	25	10	-	-	-	-	-	145
Lozère	10	-	-	10	-	50	-	-	-	70
Maine-et-Loire	180	140	40	30	-	-	-	-	-	390
Manche	15	105	-	10	-	-	-	-	-	130
Marne	15	132	15	50	-	-	-	-	-	212
Haute-Marne	15	58	20	-	-	100	-	-	-	193
Mayenne	75	14	20	-	-	-	-	-	-	109
Meurthe-et-Moselle	80	92	5	10	-	-	-	-	-	187
Meuse	20	-	-	10	-	-	-	-	-	30
Morbihan	40	117	10	-	-	-	-	-	-	167
Moselle	250	100	80	20	-	440	-	-	-	890
Nièvre	15	10	30	10	-	-	20	10	-	95
Nord	270	338	410	10	-	100	210	-	-	1338
Oise	160	-	60	10	-	-	-	-	-	230
Orne	20	35	-	10	-	-	-	-	-	65
Pas de Calais	200	174	10	40	-	-	-	-	-	424
Puy de Dôme	260	65	50	60	-	-	-	-	-	435
Pyénées Atlant.	60	40	100	10	-	30	-	-	-	240
Hautes Pyrénées	10	-	30	10	-	-	-	-	-	50
Pyrénées Orient.	200	55	-	10	-	400	-	-	-	665

ANNEXE N° 2 (suite)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Bas-Rhin	60	270	10	60	-	-	15	-	-	415
Haut-Rhin	250	40	-	10	-	-	-	-	-	300
Rhône	220	30	330	20	-	150	20	-	-	770
Haute-Saône	20	25	-	10	-	-	-	-	-	55
Saône et Loire	20	5	25	-	-	-	-	-	-	50
Sarthe	110	85	10	10	-	-	-	-	-	215
Savoie	160	65	90	10	-	-	-	-	-	325
Haute-Savoie	85	23	35	10	-	-	-	-	-	153
R.G. Finances	150	96	250	150	-	200	100	20	60	1026
Paierie Générale	130	278	55	20	-	200	-	-	-	683
T.G.A.P.	160	29	60	10	-	-	-	-	-	259
Seine maritime	140	100	100	80	-	-	-	-	-	420
Seine et Marne	40	15	25	10	-	-	15	-	30	135
Yvelines	65	93	30	-	-	-	20	-	-	208
Deux-Sèvres	20	70	15	-	-	-	-	-	-	105
Somme	160	-	-	10	-	560	20	-	-	750
Tarn	15	20	10	10	-	-	-	-	-	55
Tarn-et-Garonne	50	-	-	10	-	200	-	-	-	260
Var	100	95	130	30	-	-	-	-	-	355
Vaucluse	90	-	150	10	-	-	-	-	-	250
Vendée	55	15	20	10	-	-	-	-	-	100
Vienne	70	41	30	10	-	-	-	-	-	151
Haute-Vienne	60	60	30	-	-	-	-	-	-	150
Vosges	80	40	-	-	-	-	-	-	-	120
Yonne	40	3	20	-	-	-	-	-	-	63
Terr. de Belfort	20	25	-	10	-	-	-	-	-	55
Essonne	65	-	50	10	-	-	15	10	-	150
Hauts-de-Seine	50	59	600	30	-	-	20	-	-	759
Seine-St-Denis	50	140	150	30	-	50	-	-	-	420
Val-de-Marne	80	50	500	30	-	100	-	-	-	760
Val d'Oise	20	19	40	10	-	-	20	-	-	109
Guadeloupe	220	-	40	-	-	-	-	-	-	260
Guyane	48	-	-	-	-	-	-	-	-	48
Martinique	140	-	10	-	-	-	-	-	-	150

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Département	FO	CFDT	CGT	CFTC	CGC	SU au Trésor	SNAT	SHTP	SPAT	Total
Réunion	200	150	140	-	-	-	-	-	-	490
TG Coopération	10	3	-	-	-	-	-	-	-	13
TG Etranger	40	30	-	-	-	50	-	-	-	120
Redevance	330	307	250	15	-	100	-	-	-	1002
Nouvelle Calédonie	40	-	-	-	-	-	-	-	-	40
Polynésie Française	20	-	-	-	-	-	-	-	-	20
PG Algérie	10	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Trésorerie Etats Unis	10	-	-	-	-	-	-	-	-	10
St-Pierre et Miquelon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Mayotte	30	-	-	-	-	-	-	-	-	30
ACCT/ CP	50	-	10	-	-	-	-	-	-	60
Grande Bretagne	12	-	-	-	-	-	-	-	-	12